

Sommaire

Editorial

Etat de la sécurité alimentaire en 2006

Les indicateurs maro.....	2
La situation agricole	5
Accessibilité aux aliments	6

Sujet du jour :

Bilan Alimentaire 2006

La disponibilité globale /	
Balance Alimentaire.....	7
Répartition de la disponibilité.....	8
Sources de disponibilité.....	10

Analyse prospective de la sécurité alimentaire pour le premier semestre 2007

Resumé et implication	11
Méthodologie d'élaboration.....	11
Scénarios retenus et résultats attendus.....	13



Rédaction:

Danielle AVIN
Douby EXANTUS
Edwine MOMPRIER
Epitace NOBERA
Gary MATHIEU

Responsable de Rédaction :

Gary MATHIEU

Mise en page :

Douby EXANTUS

Edition: CNSA

Dépôt légal # 03-05-146



Ce document a été réalisé avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève cependant, de la seule responsabilité de la CNSA et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

Les conditions climatiques nous ont été favorables durant l'année 2006. Ce qui a permis aux agriculteurs de la plupart des régions du pays d'avoir une assez bonne récolte des principales cultures. Il en est résulté une certaine stabilité des prix des produits alimentaires tant locaux qu'importés, tout particulièrement depuis le mois de juillet 2006. Même situation favorable sur le plan Macro, où les principaux indicateurs retenus pour le suivi de la sécurité alimentaire ont évolué à la baisse. Cependant, la situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire est plus critique que jamais. La montée de l'insécurité qui a été une caractéristique dominante de l'année 2006 a aggravé le chômage et le sous emploi ainsi que l'exode des cerveaux. Il faut espérer que les vigoureuses mesures contre l'insécurité prises depuis le début de 2007 parviendront à résoudre ce problème, car insécurité civile et insécurité alimentaire sont étroitement liées.

Dans ce treizième numéro du Bulletin de Conjoncture, nous vous présentons :

1. Un panorama de la situation de sécurité alimentaire dans le pays au cours de l'année 2006 sur la base de quelques indicateurs macro-économiques, des facteurs agro climatique et des quelques variables disponibles sur l'accès physique et économique aux aliments dans les différents départements. Celui-ci nous montre une disponibilité alimentaire conjoncturelle quelque peu améliorée pour les ménages les plus vulnérables durant le second trimestre de 2006;
2. La balance alimentaire nationale pour l'année 2006. Celle-ci s'est révélée globalement positive ;
3. Une analyse prospective des conditions probables de l'évolution de la sécurité alimentaire dans les six mois à venir.

Chères lectrices, chers lecteurs, nous vous souhaitons une bonne lecture de ce numéro.

La Coordonnatrice



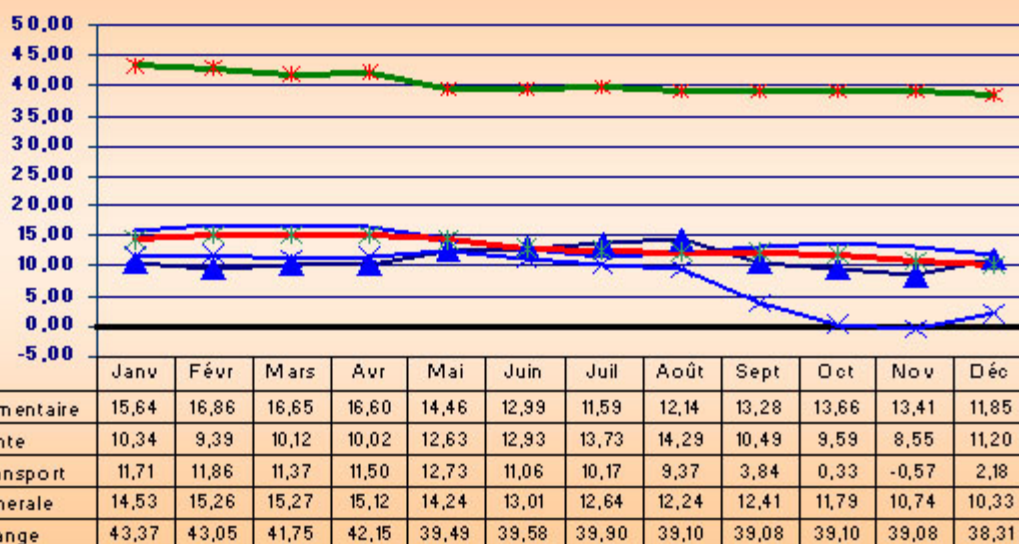
Sommaire

L'année 2006 a été marquée par une tendance à la baisse des principaux indicateurs retenus pour le suivi de la sécurité alimentaire des ménages par rapport à l'année précédente. L'inflation générale a connu une baisse assez significative – passant de 14.53% en janvier 2006 à 10.33% en décembre 2006– due en grande partie à l'évolution de l'indice du transport. En ce qui concerne le taux de change, la même tendance a été observée : il y a eu une baisse de près de 10% –passant de 43.40 en janvier à 38.31 en décembre–, voir figure No 1. La situation des prix des denrées alimentaires d'origine locale ou importée est restée plus ou moins stable ou a continué sa chute modérée, amorcée en début d'année.

Sur le plan agricole, la saison de printemps (fin mars-fin juin 2006), la plus importante en Haïti, a démarré en retard mais a connu des résultats encourageants surtout au niveau des plaines du Sud et du Grand Nord. Durant presque tout le second semestre, il y a eu une abondante et relative bonne distribution de pluies. Celles-ci ont favorisé la phase de croissance des différentes plantations au cours de la saison d'automne. Cette abondante pluviométrie bien répartie dans l'ensemble du pays (à l'exception du bas Nord-ouest) a favorisé la croissance et le développement de nombreuses cultures telles que le sorgho, le haricot, le pois Congo et l'arachide. Globalement durant 2006, les récoltes sont quasiment normales dans le pays.

Les indicateurs macro-économiques et sécurité alimentaire

Figure 1 : Evolution des taux d'inflation et du taux de change au cours de l'année 2006

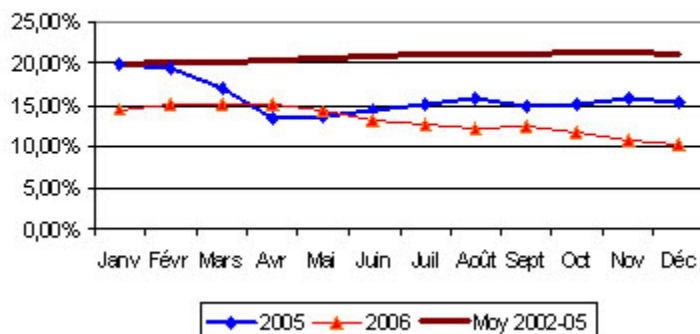


1. Inflation générale

Après avoir connu une tendance plus ou moins stable pour les mois de janvier à avril, l'inflation en glissement annuel, a évolué à la baisse pour le reste de l'année. En effet, au début, le taux a été autour de 15% et a baissé progressivement tout le long du second semestre. D'avril à décembre, le taux a baissé de 15.12% à 10.74%.

Situation tout a fait différente l'année précédente où on a eu d'abord, une baisse de janvier à avril (20% à 13%) et ensuite, une légère hausse au cours des mois précédents. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années (moy 2002-05), la situation paraît plus ou moins stable pour les ménages au cours du deuxième semestre avec notamment une augmentation du pouvoir d'achat. Les multiples baisses des prix du carburant, au cours du deuxième semestre de l'année 2006, seraient à la base de cette tendance à la baisse du coût de la vie

Figure 2: Evolution de l'inflation



Inflation par zone géographique

La région métropolitaine a connu un niveau d'inflation plus ou moins stable au cours de 2006 par rapport à l'année 2005. Dans les autres régions, nous avons observé une baisse pour le second semestre de l'année comme pour l'inflation générale.

1.1 Secteur Transport

Pour cette année, en glissement annuel, l'indice du groupe transport a évolué à la baisse après avoir connu une tendance plus ou moins stable au début de l'année. Les multiples changements dans les prix du carburant, au cours du second semestre de l'année, ont été à la base de cette baisse. En effet, d'août à novembre 2006, les prix des gazoline 91 et 95 sont passés respectivement de 209 à 153 gourdes le gallon (soit une baisse de 26.79%) et de 205 de 150 gourdes le gallon (soit une baisse de 26.83%). Le diesel a eu une baisse de plus de 13% au cours de la période en passant de 119 en août à 103 gourdes le gallon en novembre.

L'inflation dans ce secteur, a évolué en dessous de celle de 2005. La tendance de cette année, comparée à la moyenne de cinq ans (moy. 2002-2005), paraît plus favorable aux ménages : la moyenne étant à la hausse et l'évolution de cette année est à la baisse, ce qui entraîne forcément une augmentation du pouvoir d'achat en 2006 liée à une diminution de dépenses dans ce secteur.

1.2 Secteur Santé

Le secteur médical suit la baisse amorcée par l'inflation générale au cours du deuxième semestre 2006. L'analyse rétrospective montre que l'inflation dans ce secteur n'est pas directement proportionnelle à celle de la moyenne de cinq dernières années (moy. 2002-2005) qui est plutôt stable : pour la

Figure 3 : Variation de l'inflation par zones géographiques au cours de 2006 par rapport à 2005

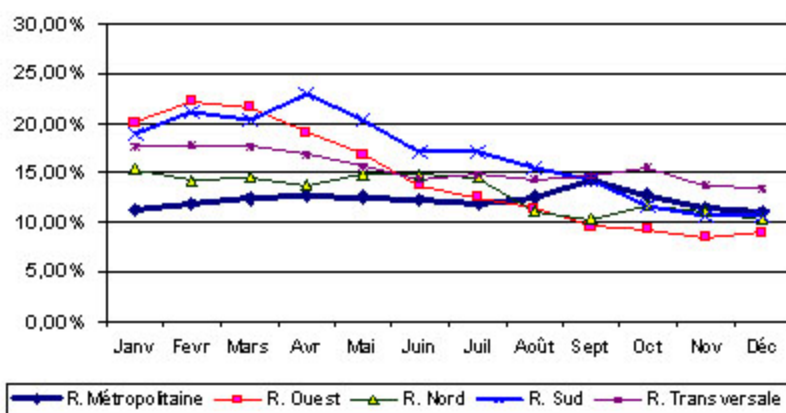


Figure 4: Evolution de l'inflation dans le secteur du transport

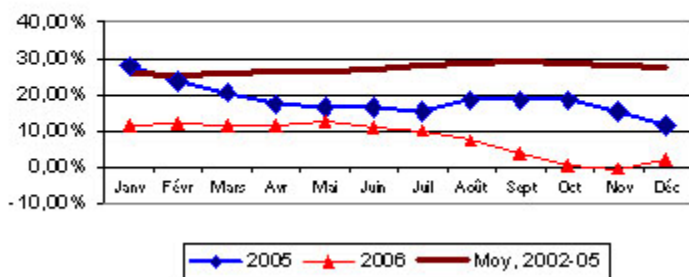
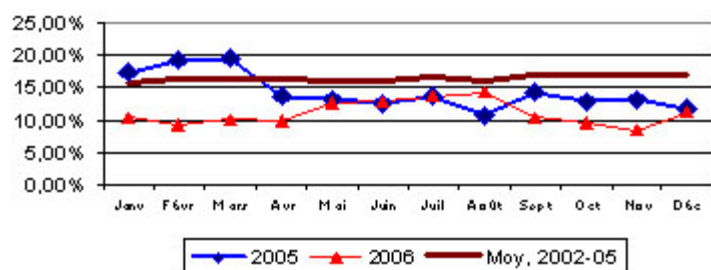


Figure 5: Evolution de l'inflation dans le secteur de la santé



période allant du mois d'avril au mois d'août l'évolution est à la hausse alors que pour la période d'août à décembre, elle décroît. Elle a évolué toujours en dessous de celle de 2005.

Il faut toujours se rappeler que des coûts peu élevés pour les services de santé sont importants pour améliorer l'accès aux soins et ainsi maintenir la force de travail des ménages et une meilleure utilisation des aliments.

1.3 Secteur alimentaire

Les taux de croissance de l'indice du groupe des produits alimentaires pour les deux dernières années (2005 et 2006) ont, en glissement annuel, évolué en dents de scie. Toutefois, il y a lieu de constater que globalement, les prix des produits alimentaires évoluent à la baisse cette année après avoir connu une augmentation en avril/mai. Une situation qui a favorisé notamment une augmentation de l'accès ménages à la nourriture. Par exemple, un produit de base comme le haricot noir a connu une diminution de prix en passant de 166.67 gourdes en mars à 136.67 gourdes la marmite de 5.5 lb en décembre.

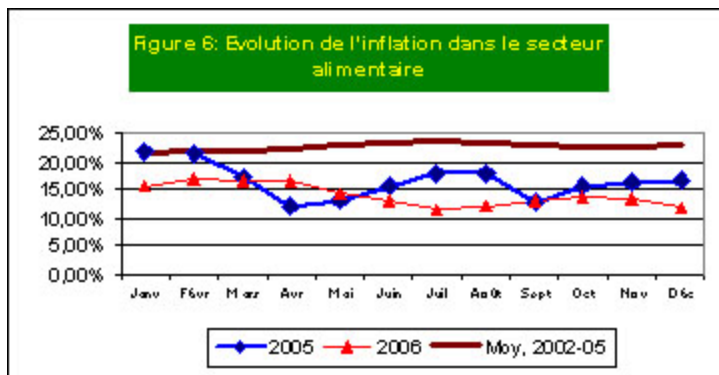
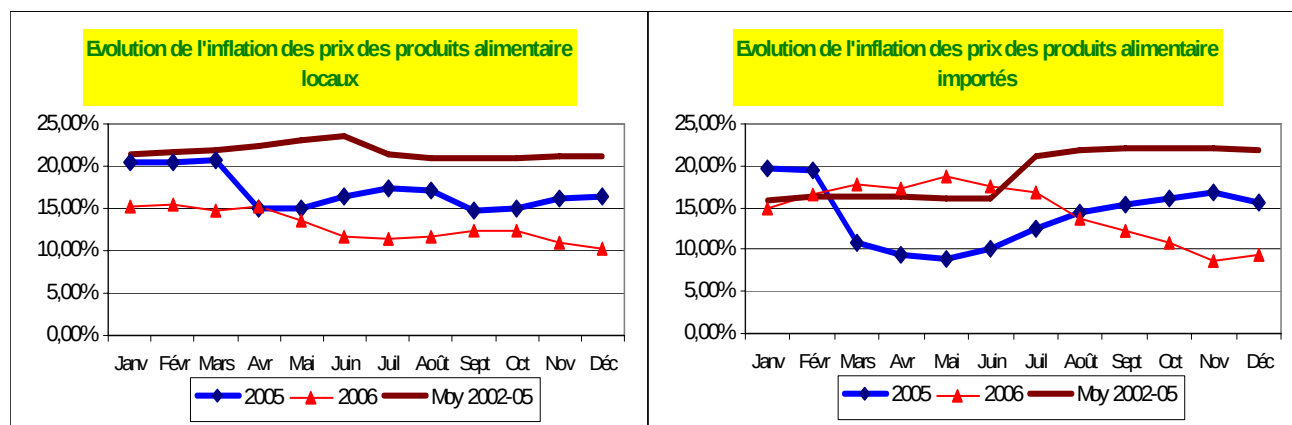


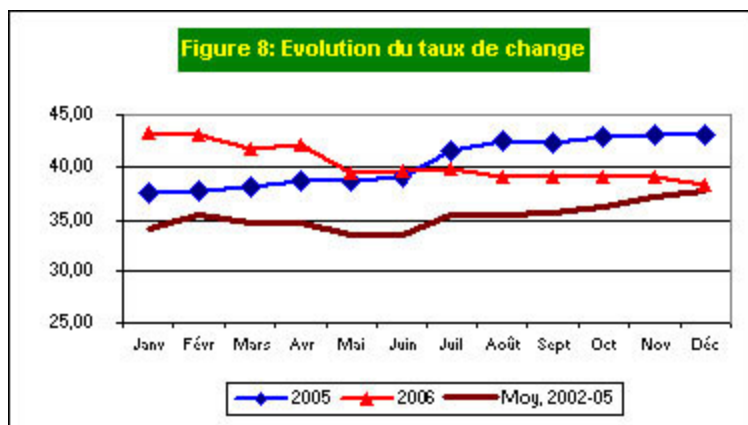
Figure 7: Evolution de l'inflation des prix des produits alimentaires



Comparée à la moyenne des quatre dernières années (2002-2005), l'inflation du secteur alimentaire est nettement inférieure. Cette tendance en dessous de la moyenne est soutenue par le groupe de produits alimentaires locaux qui a connu une bonne saison du printemps et de juillet/ août dans les mornes et la baisse de l'inflation dans le groupe des produits importés au cours du second trimestre.

2. Le taux de change

La gourde a démarré l'année 2006 avec un niveau de dépréciation supérieur à ceux de 2005 et de la moyenne des cinq dernières années (2002-2005). Elle a amorcé une certaine appréciation à partir du mois de mai pour continuer à gagner de la valeur tout au cours du second trimestre jusqu'à la moyenne des cinq dernières années en décembre. Cette situation est en corrélation avec la tendance observée pour les autres indicateurs analysés. Cette tendance affichée par le taux de change a sans nul doute profité aux ménages qui ont vu leur possibilité d'accès aux aliments, au transport aux médicaments améliorée pendant cette période.



Situation agricole en 2006

Résumé

La pluviométrie ayant finalement été favorable, depuis fin juin 2006, les partenaires de la sécurité alimentaire en Haïti jugent la production agricole de l'année 2006 relativement bonne. Cela est confirmé par la stabilité des prix des produits alimentaires de base que l'on continue d'observer depuis juillet. Les excès de pluies ont sûrement provoqué de graves inondations, y compris en novembre dernier, mais ils sont restés essentiellement locaux. A quelques exceptions près (notamment pour les plaines basses), l'activité agricole actuelle tourne au ralenti car la période de décembre – mars correspond à la saison hivernale sèche.

Les perspectives du premier trimestre de l'année 2007 sont bonnes en raison de la stabilité continue du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain, une légère baisse anticipée pour le prix du pétrole sur le marché international, et de l'amélioration de la sécurité à Port au Prince. Certains se posent même la question sur l'implication du phénomène d'El Nino sur Haïti. La plupart des instituts spécialisés prédisent pour les pluies une tendance normale et surtout supérieure à la normale au cours de la principale saison agricole de mars à juillet 2007 pour le pays. La vigilance reste cependant de mise en raison de la vulnérabilité élevée des populations, surtout pauvres, aux désastres, particulièrement imprévisibles et fréquentes dans les Caraïbes. De vastes programmes de développement à long terme devraient être entrepris en vue de parer ces populations vulnérables aux effets subits que peuvent engendrer les catastrophes et désastres naturels.

Evaluation de la production des grandes cultures pour l'année 2006

L'agriculture haïtienne est très dépendante de la quantité et de la distribution des pluies. Le pays connaît deux principales saisons agricoles : 1) la saison de printemps, allant de mars/avril à juin/juillet, est la plus importante et contribue pour plus de la moitié dans la production agricole annuelle du pays ; et 2) la saison d'automne va d'août/septembre à novembre/décembre. Cependant dans de nombreuses zones de plaine, une saison agricole d'hiver, coïncidant avec la période de sécheresse, est également observée. Le haricot est la principale culture qui y est pratiquée, mais le maïs aussi est important dans la saison hivernale de ces zones. L'année 2006 a surtout été caractérisée par un retard marqué dans la saison de printemps, où des pluies d'importance n'ont commencé qu'à la troisième décennie du mois de juin. Ces pluies ont continué jusqu'en novembre. En dépit de quelques dégâts isolés dus à leur excès, les pluies ont permis une bonne reprise de la saison du printemps et une bonne saison d'automne dont les principales cultures sont actuellement en train d'être récoltées. Les estimations de productions des principales cultures sont présentées dans le tableau a1.

TABIEAU A1.- ESTIMATION DE LA PRODUCTION BRUTE DES PRINCIPALES CULTURES POUR L'ANNÉE 2006

Cultures	Superficie cultivée (ha)	Production (TM)	Commentaires
Mais	270,000	205,000	Première céréale de base cultivée dans les 10 départements. La plaine des Cayes et le plateau central représentent les 2 plus grandes zones de production et totalisent à elles seules plus de 50% de la production nationale.
Sorgho	138,000	100,000	Deuxième céréale le plus cultivée en Haïti après le maïs. Ses principales zones de production sont le plateau central, le haut Artibonite, la côte aride du département du Sud et la partie occidentale du département du Nord-Ouest.
Riz	53,000	110,000	90% de la production provient de la Vallée de l'Artibonite. Les autres zones de production sont Torbeck (Sud) et Grison Garde (Plaine du Nord). Cette culture est liée à de nombreuses contraintes d'ordre phytosanitaire et infrastructurel.
Haricots	53,000*	40,000	Important comme source de protéine et dans la formation du revenu des ménages moyens et des démunis.
Pois congo	6,000*	25,000	Une seule récolte est faite par année. Le pois congo est cultivé dans tout le pays, notamment dans le Nord-Ouest et le Plateau central. De bonnes récoltes ont été enregistrées cette année.
Arachide	25,000*	24,300	Principales zones de production : les Irois (Grande Anse), Plateau central et le Nord-Est (Ouanaminthe, Fort Liberté).
Bananes	45,000*	280,000	Plus de 50% de la production haïtienne provient de la plaine de l'Arcahaie. Les autres zones de production sont : Vallée des 3 rivières (Nord-Ouest) et Marigot (Sud-Est).
Ignames	37,000*	220,000	Cultivé dans le Nord, le Sud-Est et la Grande Anse et fournit 86% du revenu agricole des ménages dans ces zones.

Source : MARNDR/DPV, FAO

* Certaines études ont donné des superficies qui varient énormément par rapport à celles rapportées par la FAO

Évolution de la saison d'hiver

Les estimations satellitaires de pluies confirment le régime pluviométrique habituel du mois de décembre en Haïti. En effet, dans la quasi-totalité du pays, ce mois marque le début de la saison d'hiver qui coïncide avec la période de sécheresse. Le haricot est la principale culture de cette saison, surtout dans les plaines. Il est cultivé aussi bien dans les plaines que dans les zones montagneuses. Il se trouve actuellement en phase de croissance dans les zones de production. La récolte du haricot d'hiver est prévue pour le mois de mars 2007 (Figure 1). Dans les grandes plaines sèches du Nord-Ouest qui n'ont pas été affectées par les inondations, les plantations de haricot et de maïs se portent bien à la faveur des premières pluies du Nordé. Si la tendance de sécheresse exprimée pendant le mois de décembre se maintient, de grandes inquiétudes planeront sur la valeur de la production espérée. La catégorie des plus démunis devrait être alors la plus affectée car elle est la plus dépendante de la pluie pour ses cultures. Les prévisions météorologiques laissent présager cependant de bonnes perspectives de pluies pour la saison de printemps 2007. Selon ces instituts spécialisés, les chances de pluies varient de normale à supérieure à la normale pour cette saison là. Au mois de décembre, on est en pleine période de récolte des principales cultures d'automne telles que le pois Congo et de sorgho. Compte tenu des conditions pluviométriques de printemps et d'automne favorables enregistrées cette année, la production de ces cultures est bonne pour cette année. Dans le Nord-Ouest et le Plateau central, la récolte de l'arachide est également active et a offert de bonnes récoltes.

Accessibilité aux aliments

Sommaire

Au cours de cette année, les prix des denrées alimentaires de base d'origine locale ou importée sont restés plus ou moins stables ou ont continué leur chute modérée, amorcée en mars selon les données collectées par le Hillsid Agricultural Programm (HAP). La tendance baissière des prix des denrées importées, lesquelles constituent plus de la moitié des approvisionnements alimentaires en Haïti, serait surtout influencée par l'amélioration du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain.

Pour les produits locaux, le prix a été influencé par la bonne production de cette année. Il convient toutefois de souligner que le prix du riz a eu une relative hausse.

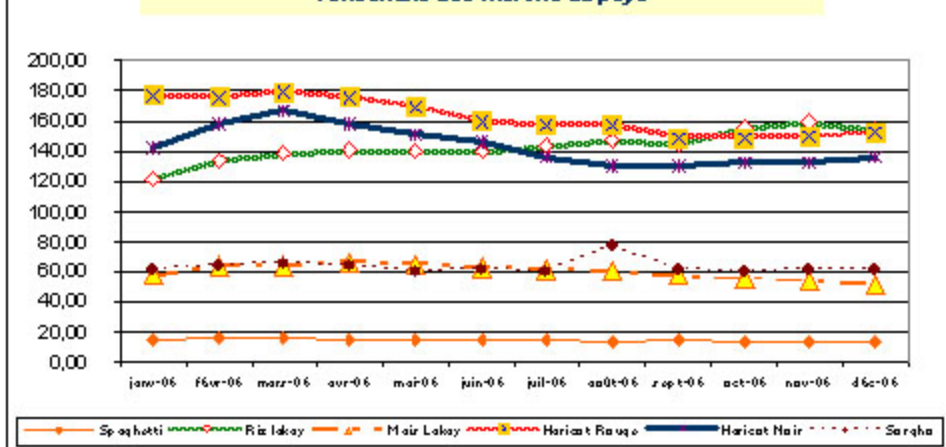
Prix produits locaux

Mise à part le prix du riz qui a eu une légère hausse, le prix de tous les produits alimentaires locaux a évolué à la baisse. Cette situation a traduit une bonne disponibilité de produits alimentaires locaux sur les différents marchés, donc résulte d'une bonne production agricole et notamment des haricots (rouge et noir).

Au cours du premier trimestre de cette année, selon les informations collectées par le HAP, les prix des différents **haricots** et le **riz lakay** étaient à la hausse. Cette situation a été stoppée au mois de mars pour les grains, mais par contre le prix du riz a continué à évoluer à la hausse tout le reste de l'année.

Les prix des **haricots** ont ensuite connu une baisse progressive du niveau des prix au cours du trimestre avril juin et enfin, resté stable au cours du second semestre. Cette tendance est peut être le résultat de la pression exercée sur les haricots au début de la saison du printemps, mais avec la rareté de pluie, l'offre de haricot a diminué. La reprise de la pluviométrie fin mai, favorable à l'ensemble des cultures déjà en place, a permis de stabiliser les prix sur les marchés. Tous les marchés ont connu cette tendance.

Figure 10: Evolution des prix des produits alimentaires locaux sur l'ensemble des marchés du pays



La tendance du prix de **riz** a été haussière sur l'ensemble des marchés et notamment sur celui de Jacmel où le prix est passé de 210 gdes en janvier contre 270 gdes la marmite de 6 lb en décembre. Globalement, sur l'ensemble des principaux marchés, le prix est passé de 120 gdes en moyenne en janvier à plus de 150 gdes la marmite de 5 lb en décembre.

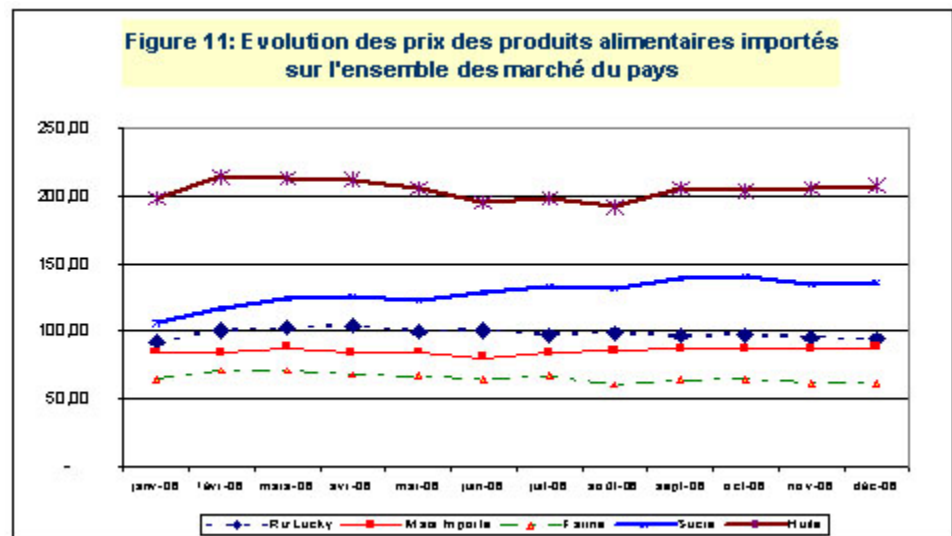
Le prix des autres produits locaux a resté stable, au cours de l'année, sur l'ensemble des marchés.

Produits importés

Comme pour les produits locaux, la tendance des prix en début d'année (trimestre janv-mars 2006), a été à la hausse pour les tous produits importés, celle-ci s'est stabilisée à partir de mars et jusqu'à la fin de l'année. Le **sucré** est le seul produit alimentaire importé ayant subi une hausse continue tout le long de l'année. Son prix a augmenté continuellement sur marchés de Port-au-prince¹, de Hinche et même du côté de Ouanaminthe, sur la frontière avec la République Dominicaine.

Le prix du **sucré** a connu une hausse de plus de 22% au cours de l'année. En effet, de janvier 2006 où son prix était de 105 gdes la marmite de 6lb, celui-ci est passé à 136 gdes en décembre 2006.

Dans ce sous groupe de produits alimentaires, le prix d'**huile** comestible est le plus élevé. Son prix a connu des fluctuations tout le long de l'année : une augmentation suivie d'une baisse sur l'ensemble des marchés. Globalement, il y a eu une légère augmentation de moins de 5% en passant de 197.50 gourdes le gallon de 3.745 litres à 206.64 gourdes en décembre.



Sujet du jour



BILAN ALIMENTAIRE 2006

La disponibilité globale

Les besoins alimentaires de la population haïtienne sont estimés sur la base d'une consommation annuelle moyenne de 225 Kilogrammes de céréales par personne, norme définie par les instances du système des Nations Unies pour satisfaire les besoins nutritionnels de base. Pour une population de l'ordre de 8 millions d'habitants en 2006, les besoins théoriques s'élèveraient à 1.830.000 Tonnes d'équivalents-céréales (TEC). L'emploi de cette unité permet une agrégation de

Tableau 1. Balance alimentaire 2006 (en TEC)

Besoins Alimentaires	1 830 000,00	%
Disponibilité totale	TEC	
Offre locale	930 825,00	
Exportation	60 000,00	
Offre nette locale	870 825,00	44,81%
Importation alimentaire	999 172,11	
Re-exportation	30 000,00	
Importation alimentaire nette	969 172,11	49,88%
Aide alimentaire	103 161,00	5,31%
Disponibilité Alimentaire	1 943 158,11	100,00%
Balance	6,18%	

Source : CNSA, 2006

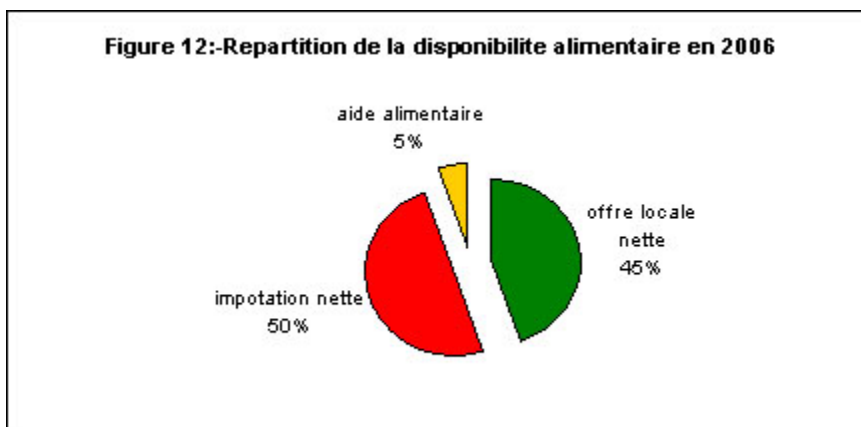
¹ Tout en gardant le niveau de prix le plus bas possible

divers types d'aliments. En tenant compte des mêmes rubriques et produits que ceux qui figurent dans le bilan alimentaire 2004 précédemment calculé par la CNSA, la balance alimentaire pour l'année 2006 serait globalement positive. C'est-à-dire que la disponibilité alimentaire couvrirait les besoins de la population estimée à 8 millions d'habitants selon les résultats du dernier recensement. En effet, la production nationale, dépouillée des exportations, représenterait 45% de la disponibilité totale, les importations commerciales occuperaient 50% et l'aide alimentaire 5%,

A. Répartition de la disponibilité Alimentaire

Ce bilan confirme la position prépondérante occupée par les importations alimentaires dans la disponibilité globale malgré une baisse en TEC par rapport à l'année 2004. En effet, ces importations sont passées de 1.093.283 TEC en 2004 à **969 172,11** TEC en 2006.

Le bilan 2006 confirme une remontée de la production locale dans la satisfaction des besoins par rapport au dernier bilan de 2004. En effet, de 43% en 2004, l'offre locale



occupe 45% de la disponibilité alimentaire totale. La baisse des importations, en TEC, liées aux récoltes appréciables enregistrées au cours de la campagne de printemps et de celle de juillet/août dans les montagnes humides par rapport à l'année 2005 sont à l'origine de cette remontée de l'offre locale dans la disponibilité totale.

L'aide alimentaire, pour sa part, est plus ou moins stable, car elle garde à peu près la même contribution dans le bilan de 2004 que dans celui de 2006, environ 5%

Cependant, contrairement aux années précédentes, nous nous sommes intéressés à l'importance qu'occupent les importations alimentaires enregistrées ou non de la République dominicaine. ***Si on tient compte des importations d'œufs, des pâtes alimentaires et de la banane, la disponibilité alimentaire serait supérieure à 1.943.158 TEC. On aurait pu avoir une balance alimentaire supérieure de 24% pour l'année 2006. Mais cette année, selon les exportations alimentaires enregistrées par le LARHEDO, il y aurait une augmentation de l'exportation de produits alimentaires (cabris, volailles, pois, avocats, mangues : produits riches en protéines) vers la République voisine ce qui aurait pour effet de ramener la balance alimentaire de 2006 à un niveau avoisinant les 10%. Donc la balance alimentaire de 2006 pourrait être comprise entre 6 à 10%.***

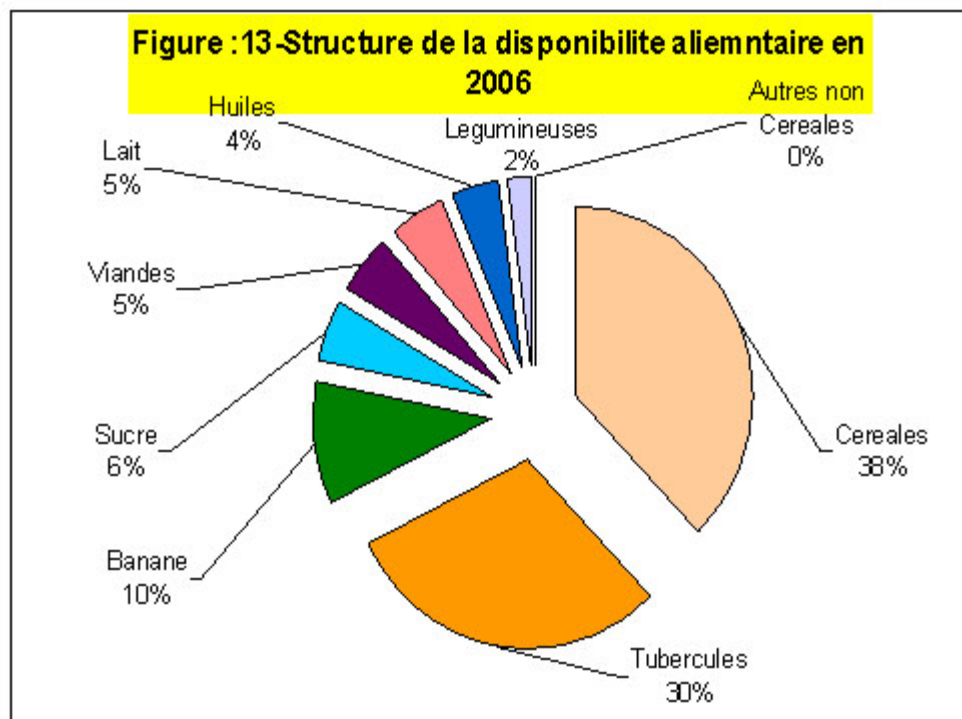
ANALYSE DE LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE EN 2006

L'analyse de la structure de la disponibilité des aliments, en TEC, fait ressortir depuis longtemps l'importance de quatre groupes de produits dans la diète alimentaire haïtienne :

- les céréales, le riz en particulier
- les tubercules
- la banane
- le sucre.

Cette structure fait surtout ressortir la pauvreté de la diète qui est surtout dominée à plus de 78% par les céréales, les tubercules et la banane.

Produits	TEC	%
Riz	454 884,16	20,29%
Maïs	193 481,16	8,63%
Sorgho	77 817,46	3,47%
Ble	298 099,30	13,30%
Farine	40 995,89	1,83%
Melange	12 173,00	0,54%
Oeufs	279,07	0,01%
Lait	147 724,26	6,59%
Viandes abats	113 130,45	5,05%
Fruits de mer	1 863,58	0,08%
Huile	308 251,11	13,75%
Haricot secs	41 459,30	1,85%
Pois congo	10 657,50	0,48%
Arachide	15 744,80	0,70%
Pomme de terre	2 685,80	0,12%
Patate douce	63 920,00	2,85%
Manioc	154 400,00	6,89%
Igname	60 610,00	2,70%
Bananes	93 324,00	4,16%
Sucre	162 449,57	7,25%
Autres non cereales	299,00	0,01%
Total	2 254 249	



Encadre : 1- Bilan alimentaire périodique en Haïti

Un précieux outil que les pays en développement utilisent dans la gestion de leur sécurité alimentaire est le bilan alimentaire national. Ce bilan établit, sur la base des besoins de consommation de sa population, de l'estimation de la disponibilité alimentaire nationale (dominée par la production agricole), des importations commerciales alimentaires nettes prévues et de l'aide alimentaire confirmée, le déficit à combler.

Deux éléments du bilan ne posent pas de problèmes: l'estimation des besoins en consommation (le dernier recensement national de la population est très récent) et l'estimation de l'aide alimentaire. Les plus grandes difficultés se rencontrent au niveau de l'estimation de la production agricole nationale, des importations commerciales nettes et des exportations. En plus des données statistiques des douanes nationales, pas toujours complètes et à jour, il faudrait vérifier et compléter les données disponibles localement grâce aux données des douanes des pays importateurs ou exportateurs vis-à-vis d'Haïti et faire une estimation du commerce informel avec les pays voisins. Le Laboratoire des relations Haïtiano-dominicaines (LAREDHO) a, au cours des récentes années, établi des estimations d'importations et d'exportations alimentaires informelles avec la République dominicaine...

Un autre grand défi est l'estimation de la production nationale. A présent, les estimations de productions (la résultante des superficies cultivées et des rendements- tous deux actuellement mal appréhendés au niveau des départements) des principales cultures se font de façon plutôt approximative. Cela se reflète entre autres par des statistiques agricoles nationales qui varient peu ou pas d'une année à l'autre, malgré que celle-ci soit essentiellement pluviale. Il est aujourd'hui difficile d'avoir des estimations fiables ou concordantes de superficies et rendements pour les grandes cultures au niveau national, départemental et dans les grandes zones de production. Une meilleure connaissance des données permettrait naturellement d'améliorer la performance du secteur. Heureusement un recensement agricole est en voie de planification au MANRDR avec la collaboration de la FAO

En attendant la totale réhabilitation des statistiques nationales relatives à la disponibilité alimentaires, un bon mécanisme, pour l'établissement du bilan alimentaire, est l'évaluation conjointe des récoltes et de la sécurité alimentaire par des partenaires institutionnels basés dans le pays.

Les trois sources de la disponibilité

La production nationale

Considérant les différents groupes de produits agricoles, on constate que la production agricole nationale est en hausse par rapport à 2004 mais légèrement en baisse par rapport à 2005. Estimée à **1 808 662 TM**, la production nationale de 2006 a connu deux bonnes saisons de céréales, en particulier le riz, (printemps et juillet/Août). Les autres groupes de produits tels que les tubercules, les bananes, ont connu de légères variations à la baisse. Si l'on tient compte de la production de fruits et de légumes, l'offre locale de produits alimentaires dépasserait les 2 millions de Tonnes Métriques.

Il est important de mentionner la faible, mais combien importante, production de (600 TM) sucre avec la reprise des activités au niveau de l'usine sucrière de Darbonne.

Tableau : 3- Estimation nette de la production en TM (moins les pertes)			
Cultures	2004	2005	2006
Céréales	338 090	344 570	352 300
Tubercules	856 100	965 000	965 000
Banane	300 000	300 000	280 000
Légumineuses	36 530	40 706	40 706
Oeufs	684	684	684
Lait	69 700	68 150	68 150
Viandes	99 893	99 216	99 216
Sucre			600
Total	1 703 001	1 820 331	1 808 662

Les importations

Les importations de 2006 sont en hausse par rapport à celles de 2004. Elles ont repris leur course ascensionnelle après avoir connu une baisse en 2005. Les céréales et le lait ont pratiquement doublé, couvrant peut être la faiblesse de la production nationale pour ces deux produits. Il est encourageant de constater une baisse de l'importation des huiles et du sucre.

Tableau 4 : - Evolution des importations alimentaires (TM)			
Produits	2004	2005	2006
Céréales	543 849,47	383 669,74	608 819,75
Lait	25 388,80	35 954,58	67 752,62
Viandes abats	32 206,03	41 278,19	39 603,68
Fruits de mer	6 102,68	6 617,92	6 764,36
Huile	146 933,25	121 807,77	111 404,30
Légumineuses	9 756,40	12 030,27	12 831,60
Sucre	187 178,32	193 295,18	151 995,80
Total	969 414,95	812 653,65	999 172,11

L'aide alimentaire

L'aide alimentaire poursuit son déclin. De 103.342 TM en 2004, elle atteint 96.179 TM en 2006. Ce déclin est observé au niveau de tous les groupes de produits. Cette faible représentativité de l'aide dans la disponibilité totale est surtout due à la faiblesse de l'aide monétisée. Cette aide monétisée par le PL-480 ne représente que 57.180 TM de blé cette année, alors qu'elle a atteint le sommet de 147.000TM en 2000.

Il est important de constater les faibles quantités de lait et de sucre distribués par quelques rares opérateurs au niveau des cantines scolaires

Tableau : 5 - Evolution de l'aide alimentaire (TM)			
Produits	2004	2005	2006
Céréales	88 381,00	99 872,00	83 172,00
Lait	115,00	184,00	80,00
Viandes abats	878,00	475,00	858,00
Huile	5 936,00	4 392,00	3 529,00
Légumineuses	7 594,00	9 077,00	8 015,00
Sucre	0,00	361,00	226,00
non céréales	196	433,00	299,00
Total	103 100	114 794	96 179

.....

ANALYSE PROSPECTIVE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE POUR LE PREMIER SEMESTRE DE 2007

Résumé et implications

Même si la conjoncture de disponibilité alimentaire locale s'est quelque peu améliorée ces derniers mois, les catégories les plus vulnérables de la société sont encore partout en difficulté et ont besoin que se poursuivent les programmes de filets de protection dont ils bénéficient. En janvier, sous le pilotage de FEWS NET, projet d'appui technique de l'USAID, certains partenaires institutionnels dans le suivi de la sécurité alimentaire en Haïti ont examiné à titre expérimental comment ces conditions de sécurité alimentaire allaient vraisemblablement évoluer dans les six mois à venir. Trois scénarios ont été examinés :

1. Un scénario de base, le plus probable, caractérisé par des pluies plutôt abondantes et une amélioration significative de la sécurité civile, durant la première moitié de l'année 2007. Les dangers inhérents aux excès de pluies, tels les inondations, les glissements de terrain et les éboulements, l'aggravation de l'érosion des sols,... se produiront certainement, mais leur effet dans l'horizon temporel retenu ne devrait pas être trop sensible. Il en résulte une nette amélioration de la situation alimentaire dans tous les départements.
2. un scénario pessimiste qui suppose entre autre une combinaison de trop fortes pluies mal réparties dans le temps et la détérioration de la sécurité civile. Ce scénario, le moins probable, résulterait en une insécurité alimentaire élevée dans quatre départements (Nord-Ouest, Nord-est, Artibonite et Centre).
3. un scénario intermédiaire avec des pluies favorables et le statu quo d'amélioration lente mais soutenue des performances en matière de sécurité civile et de résultats macro-économiques. Ce scénario résulterait quant à lui dans une insécurité alimentaire modérée prévalant dans quelques départements, probablement ceux du Nord-ouest, de l'Artibonite et du Centre.

En supposant que les prévisions du scénario de base se matérialisent, il est recommandé au Gouvernement et à ses partenaires les actions suivantes : 1) mettre l'accent sur l'élaboration et l'exécution de stratégies de développement à long terme pour atténuer les facteurs structurels de l'insécurité alimentaire ; 2) améliorer le suivi de la sécurité alimentaire, notamment en faisant des évaluations conjointes de l'état des récoltes et de la sécurité alimentaire; 3) en cas de désastres subits, qui devraient être plutôt localisés, limiter l'aide en nourriture et recourir, le cas échéant, à des achats locaux pour fournir l'aide humanitaire en aliments. Cette dernière mesure aura un effet de stimulation de la production locale.

Introduction

La gestion proactive de tout secteur exige une analyse prospective à un horizon temporel choisi (court, moyen ou long terme). Cette analyse part de la situation actuelle qu'elle projette dans le temps sur base des tendances observées ou anticipées. Une minutieuse analyse prospective aide les décideurs à différents niveaux dans leur prise de décision. Si l'analyse suggère que les conditions anticipées sont particulièrement inquiétantes, il est de coutume de procéder alors à la sensibilisation des décideurs et d'autres partenaires opérationnels pour qu'ils se préparent bien à apporter des réponses exceptionnelles appropriées. L'élaboration de plans de contingence fera partie dans ces cas des mécanismes de préparation.

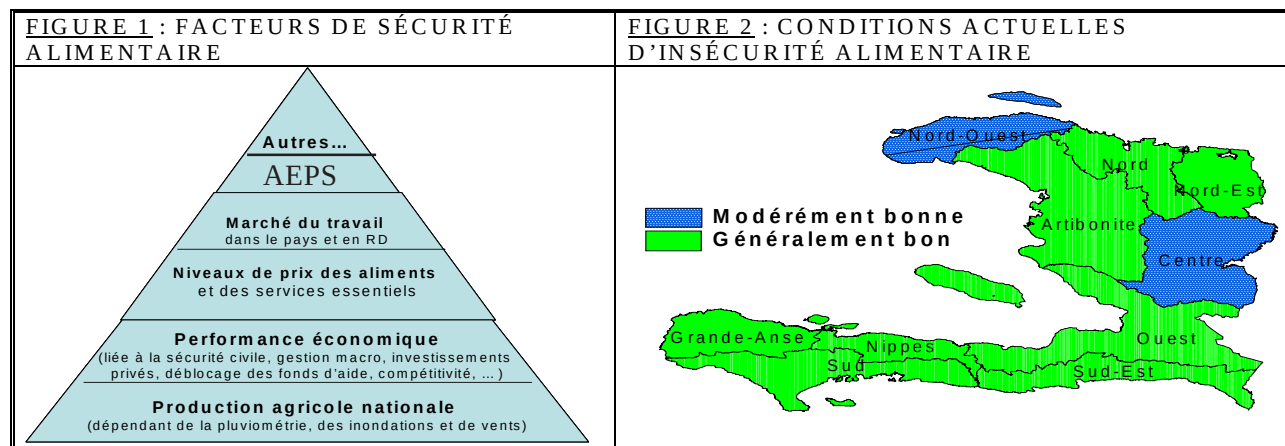
Méthodologie d'élaboration des perspectives à court terme

Différents facteurs peuvent expliquer l'état de la sécurité alimentaire observée en Haïti (voir Figure 1). Ceux-ci peuvent être ou non de nature climatique. La production agricole nationale est à la base de la sécurité alimentaire surtout en milieu rural où vit le plus grand nombre de ménages à risques. Du fait que cette production en Haïti dépend essentiellement des pluies, les facteurs climatiques sont très importants dans l'analyse prospective de la sécurité alimentaire. D'autres facteurs importants à prendre en compte dans l'évaluation de la sécurité alimentaire en Haïti et dans l'analyse de conjoncture à court terme sont les niveaux de pauvreté, l'inflation et en particulier le niveau de prix des aliments de base, les niveaux d'aide publique au développement et d'investissements privés qui déterminent la disponibilité d'emplois. Un grand nombre de ces facteurs dépend pour le moment des conditions de sécurité civile dans le pays.

Notons que les facteurs tels que la malnutrition, l'assainissement, l'eau potable et la santé, qui interviennent énormément dans la caractérisation de l'état d'insécurité alimentaire actuelle (point de départ de l'analyse prospective) changent peu dans le court terme et ce qui rend hautement improbable des changements drastiques

du statut de l'insécurité alimentaire dans le court terme court terme. L'analyse des tendances des différents facteurs clés mentionnés ci-avant servent à la fois dans l'appréciation des conditions de sécurité alimentaire actuelles, dans la définition des scénarios et dans la caractérisation des conditions de sécurité alimentaires anticipées à la fin du semestre.

Comme l'illustre la Figure 1, les conditions de disponibilité alimentaire locale sont généralement bonnes, en raison surtout d'une pluviométrie favorable qui a été enregistrée au cours des deux dernières grandes saisons agricoles (Mars-Juillet et Aout-décembre). Notons que des différences existent entre les communes des mêmes départements, mais la plupart des données disponibles ne le sont qu'au niveau départemental. Par exemple, la partie ouest (le Far-west) du département du Nord-ouest est plus aride et plus vulnérable que le reste du département. C'est la même situation pour l'île de la Gonâve par rapport au département de l'Ouest qui, grâce à l'aire métropolitaine de Port au Prince, se place loin au-dessus de la moyenne nationale en matière de vulnérabilité en général et à de la sécurité alimentaire en particulier.



AEPS: Assainissement, Eau Potable et Santé

Dans la situation actuelle, les conditions moins bonnes pour le Nord-Ouest sont le résultat des déficits pluviométriques que la partie ouest du département avait connu jusqu'au mois de juillet 2006 et des inondations dont il avait souffert en novembre 2006. Le département du Centre a été mis sur le même niveau que le Nord-ouest, malgré une meilleure performance agricole, en raison notamment de ses taux élevés de malnutrition infantile et d'accès inadéquat aux services de base essentiels (santé, eau potable, assainissement et éducation). L'assistance alimentaire distribuée dans l'ensemble du pays a été estimée à 97.000 tonnes en 2006 et a bénéficié à environ 1,500,000 personnes dans le cadre de programmes variées (food for work, cantines scolaires, récupération nutritionnelle, etc...).

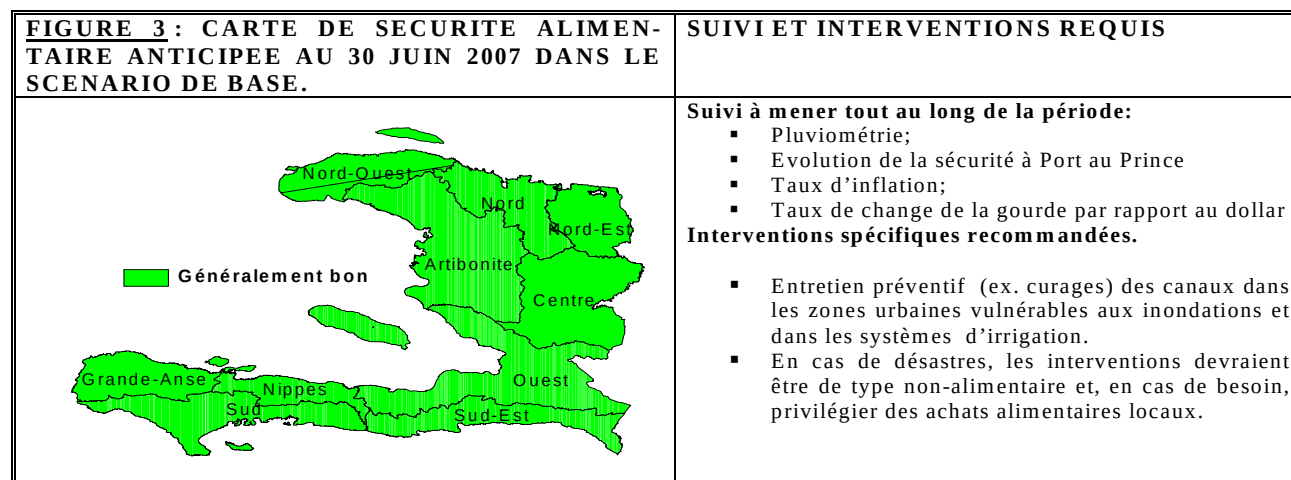
Les différents scénarios retenus et résultats attendus

Scénario 1.- cas le plus probable avec des pluies abondantes et favorables et une nette amélioration de la sécurité dans l'aire métropolitaine

Spécifications du scénario 1	Effets attendus sur la sécurité alimentaire.
- Pluies abondantes bénéfiques à l'agriculture; risques de sécheresse faibles; - Amélioration significative de la sécurité civile dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et dans les grandes villes; - Déblocage de l'aide publique annoncée par les grands bailleurs de fonds du pays; - Inflation en dessous de 10% (notamment en supposant que du prix pétrole restera stable ou baissera); - Taux de la gourde/dollar augmente légèrement.	- La production agricole augmente en raison de bonnes pluies, surtout que la principale culture de la saison, le maïs, est moins sensible dus à l'excès d'humidité. Couplée à l'amélioration de la sécurité civile, cela devrait améliorer la disponibilité d'aliments sur les marchés. Les revenus réalisés par les ménages agricoles riches ne se traduiraient pas une plus grande opportunité d'emplois non spécialisés pour les membres des ménages ruraux pauvres. - Avec l'amélioration de la sécurité civile, les entrepreneurs et investisseurs seront plus engagés, de nouveaux programmes notamment des chantiers routiers démarreront sur financement public extérieur; tout cela résultera dans une plus grande création d'emplois. Les travaux en cours dans le secteur résulteront en un meilleur approvisionnement en électricité, autre facteur favorable à la création d'emplois dans la capitale. - Faibles augmentations de prix des aliments

Au niveau des facteurs climatiques, les prévisions actuelles faites par les institutions scientifiques spécialisées telles que NOAA, IRI et le « **Caribbean Institute of Meteorology and Hydrology** » au cours du premier semestre suggèrent une pluviométrie favorable avec des probabilités d'environ 80% d'avoir des pluies normale ou supérieures à la normale pour la saison. L'amélioration de la sécurité est conforme au développement amorcé depuis la fin de l'année 2006. La spécification de ce scénario jugé le plus probable tient aussi compte des programmes en cours du Gouvernement et des récentes performances macro-économiques du pays.

Le scénario de base résulte dans une amélioration de la situation alimentaire pour les facteurs pouvant vraiment changer à court terme, mais dû aux facteurs structurels, la sécurité alimentaire à long terme ne pourra évidemment pas être améliorée dans un laps de temps si court.



Dans ce scénario, les conditions de sécurité alimentaire s'amélioreront dans tous les départements. Cette situation favorable prolongera d'autant la période propice actuelle par rapport à la mise au point de stratégies de développement à long terme et au renforcement de programmes visant à atténuer dans les années à venir la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. La forte pluviométrie accroîtra non seulement les risques d'inondations et d'éboulements, ce à quoi on devrait déjà se préparer, mais aussi le phénomène d'érosion du sol, pour lequel il faudra prévoir à des solutions à long terme.

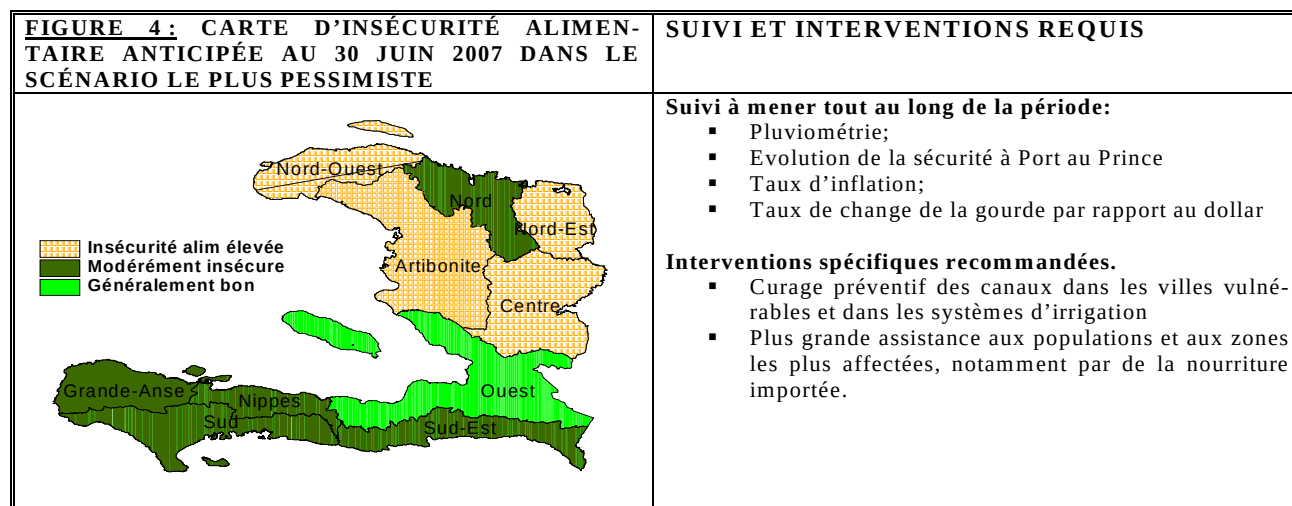
Calendrier des interventions. Pour ce scénario comme pour les deux autres, le suivi de l'évolution des conditions doit se faire tout au long du semestre, et des actions éventuelles, programmées en conséquence. En ce qui concerne l'entretien préventif des canaux, celui-ci devrait se faire au mois de février et être pratiquement terminé en mars au moment où les fortes pluies devraient être enregistrées. Fin Février, le point devrait être fait sur les déficits hydriques éventuels enregistrés dans les zones qui pratiquent la saison d'hiver. Un plan de contingence devrait se faire à ce moment-là car il sera alors trop tard pour effectuer un second semis de haricot au cas où de graves dommages auraient été occasionnés par le déficit ou l'excès de pluies.

Scénario 2.- cas le plus pessimiste avec des pluies trop abondantes et mal réparties et une insécurité qui s'aggrave au lieu de s'améliorer

Le scénario 2, s'il est réalisé, aura des conséquences néfastes sur la sécurité alimentaire au niveau national, particulièrement dans les zones de modes de vie les plus vulnérables. Les pluies fortes mais irrégulières provoqueront des inondations dans beaucoup de régions et la sécheresse dans les zones de plaines sèches. Les

Spécifications du scénario 2	Effet sur la sécurité alimentaire
▪ Des pluies trop abondantes et mal réparties; tempêtes tropicales et cyclones fréquents et sévères ▪ Aggravation des conditions d'insécurité civile ▪ Les nouveaux chantiers ne commencent pas. ▪ Forte inflation, remontant au dessus 10%/an.	▪ L'effet net de trop fortes pluies et de la sécheresse seraient néfastes, notamment à la culture de maïs, très sensible à la sécheresse et aux forts vents; la production agricole serait dès lors faible. ▪ L'insécurité à Port au Prince exerce une influence néfaste sur le déblocage des fonds d'aide promis et sur la croissance des investissements privés. Il y aurait dès lors moins de possibilité d'emplois aussi bien dans les villes qu'en milieu rural. ▪ La gourde se déprécie par rapport au dollar US. ▪ Augmentation du prix des aliments de base.

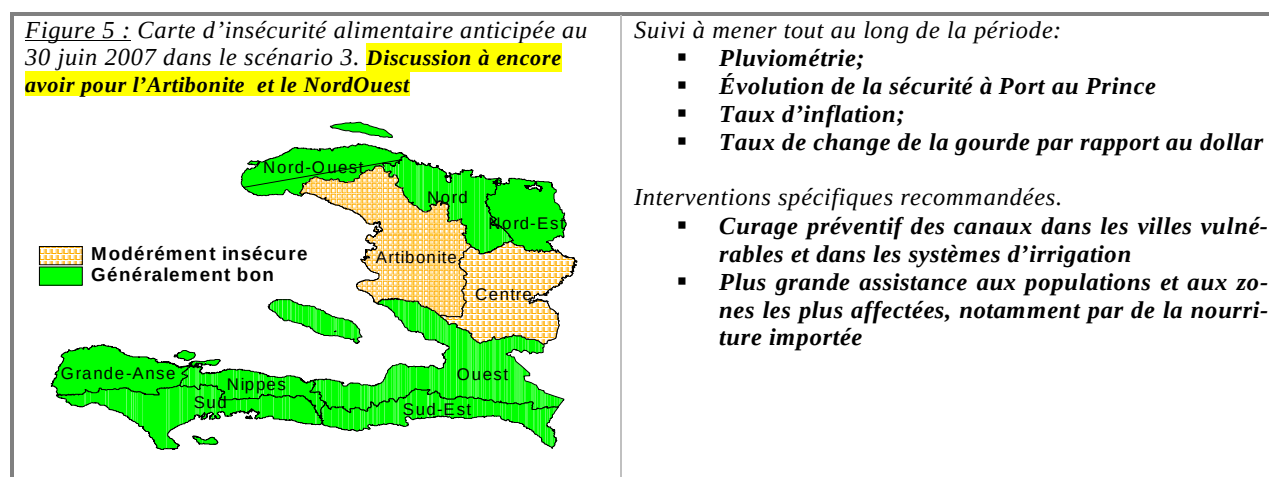
faibles récoltes contribueront à aggraver la malnutrition dans les départements les plus affectés. Les départements du Nord-Ouest, du Nord-Est et du Centre restent les plus exposés aux crises alimentaires, du fait de la faible performance agricole dans un contexte, pour les trois derniers départements en tout cas, de mauvais accès aux services de base et de grande incidence de pauvreté extrême. La mise au point de stratégies à long terme et le renforcement de programmes de développement à long terme reste indispensables pour atténuer dans les années à venir la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.



Scénario 3.- Intermédiaire, pluies favorables, statu quo en matières de sécurité et d'indicateurs macro-économiques

Le scénario 3 table aussi sur une forte probabilité de pluies normales ou supérieures à la normale et sur des risques réduits de sécheresse. Il suppose aussi la continuation des conditions actuelles en matière notamment de sécurité civile et de performance macro-économique.

Spécification du scénario	Effet sur la sécurité alimentaire
▪ La pluviométrie est assez abondante et bien répartie ▪ Statu quo au niveau de la sécurité civile et de la reprise de l'activité économique ▪ Déblocage des financements extérieurs promis mais à un rythme encore lent ▪ Inflation se situant à un peu plus de 10% par an	▪ L'effet net des fortes pluies sera bénéfique à l'agriculture. ▪ Accroissement modéré du niveau d'activités économique et des investissements publics et privés ▪ Croissance modérée du marché des emplois ▪ Augmentation modérée du prix des produits alimentaires



Deux départements apparaissent exposés aux risques d'insécurité alimentaire modérée dans ce scénario : l'Artibonite et le Centre. Le département de l'Ouest, du fait des bonnes pluies et du niveau favorable des indicateurs en matière d'accès aux services de base, n'est pas inclus dans les départements à problèmes. Du fait que les fortes pluies attendues risquent d'aggraver l'érosion sur les montagnes dénudées et provoquer des inondations en contrebas, notamment dans la ville de Gonaïves, il est probable dans ce scénario que le département

de l'Artibonite fasse face à une insécurité alimentaire modérée. L'Artibonite présente par ailleurs des caractéristiques très défavorables du point de vue de l'accès aux services de base essentiels. Les faibles performances du département du Centre du point de vue de la malnutrition et de l'incidence de la pauvreté font que ce département risque aussi de faire face à une insécurité alimentaire modérée.

Conclusion et recommandations

L'analyse prospective, outil important de gestion pro-active de sécurité alimentaire, devrait s'accompagner d'élaboration de plans de contingence. Cependant, cela pourrait n'être pas nécessaire cette fois-ci si le scénario de base se réaliserait. Aussi, on doit garder à l'esprit que les données pluviométriques utilisées dans les différents scénarios sont de nature probabiliste et qu'il est très difficile de prévoir les changements dans les dimensions sociales ou politiques comme l'insécurité civile (ou sa perception) et les décisions des bailleurs de fonds. Pourtant, ces deux derniers facteurs sont d'une importance critique dans les performances économiques, la création d'emplois et l'augmentation des revenus des ménages. L'autre limitation à cet exercice est que c'est pour la première fois que les institutions impliquées dans le renforcement de la sécurité alimentaire la mènent en Haïti, et que le processus et la précision des résultats ne pourront s'améliorer que dans le temps. Les perspectives de sécurité alimentaires doivent régulièrement être mises à jour, grâce au suivi des facteurs les plus déterminants, et les réponses éventuelles ajustées par rapport aux conditions qui vont effectivement se matérialiser.

Des recommandations spécifiques ont été proposées par scénario. Les recommandations communes dans tous les scénarios prévus ont été :

- Curer égouts, drains et canaux dans les zones urbaines exposées aux inondations et dans les systèmes d'irrigation ;
- Élaborer et mettre en œuvre des stratégies et programmes de développement à long terme, les seuls susceptibles de significativement et durablement améliorer les conditions de sécurité alimentaire;
- Utiliser surtout des aides non alimentaires en cas de désastres localisés;
- Améliorer le suivi et l'évaluation surtout dans le secteur agricole grâce notamment à une plus grande prise en compte des facteurs non-climatiques et à une évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire impliquant un grand nombre de partenaires techniques.

Nous apprécierons tout commentaire qui pourrait contribuer à l'amélioration de la qualité de ce bulletin.

Coupez le long de la ligne pointillée. Pliez en deux: votre message est pre-adressé

Commentaire

La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire CNSA

La **CNSA** a pour mission d'assurer l'harmonisation des interventions intersectorielles et inter-institutionnelles sur les problématiques complexes de politique alimentaire, de renforcement de la sécurité alimentaire et de gestion des risques.

Elle s'efforce pour cela de collecter les informations disponibles sur la situation alimentaire au niveau le plus décentralisé possible et de les diffuser.

La stratégie utilisée par la CNSA pour accomplir sa mission est essentiellement participative : les tâches d'expertise et d'information sont effectuées sur une base de concertation avec les différents secteurs impliqués (État, ONG, secteur privé, société civile en général).



timbrez ici

CNSA

Att : Bulletin de Conjoncture
7, Delmas 99, B.P. 1717 PAP Haïti